



L'Essentiel 2010 Le Bilan d'Aide et Action

Chaque année, l'assemblée générale d'Aide et Action valide les comptes de l'année précédente. Et nous partageons avec vous l'Essentiel, une synthèse du compte emplois-ressources de l'association. Il répond à notre volonté de vous tenir informés en toute transparence ainsi qu'aux attentes du Comité de la Charte pour un Don en Confiance.

En cette année charnière d'ouverture de notre région Europe, de célébration de nos 30 ans et des 3es ETG (Etats Généraux), il nous semble important de consacrer plus de place pour décrire la diversité de nos activités, notamment en terme de mission sociale en France. Un choix cohérent avec les orientations des précédents ETG.

Dans l'accomplissement de sa mission sociale, Aide et Action est fidèle à ses valeurs de liberté, de respect, de solidarité, d'équité et d'intégrité. Libre de toute attache politique ou religieuse, elle agit pour un monde où la dignité est assurée pour toutes et tous grâce à l'éducation, levier du développement humain.

Il y a sept ans, Aide et Action a fait le choix d'ancrer son modèle économique sur un principe de mutualisation des moyens. L'ensemble des dons est mis en commun puis redistribué équitablement entre tous les projets. Cette mutualisation permet de surmonter les aléas de ressources, notamment l'interruption de parrainage, en assumant nos engagements auprès des populations. La seule exception concerne les dons affectés spécifiquement à un projet, selon un accord passé entre le bailleur et l'association.

L'allocation de ces fonds mutualisés fait l'objet d'une concertation entre les entités membres d'Aide et Action International au regard de leurs plans d'activités. Ces derniers sont proposés par chaque région et validés par le Conseil d'administration d'Aide et Action International où je siège en tant que Président d'Aide et Action France.

C'est cette transparence et ce souci permanent d'utiliser au mieux vos dons, que nous partageons avec vous dans ce bilan, reflet fidèle de notre compte emplois-ressources.

Encore bravo et merci à vous qui rendez cette solidarité possible.

Jacques Lemaréchal
Président d'Aide et Action France



- Des actions menées dans plus de **10 000 écoles** et près de **2 millions** d'enfants concernés
- **63 000** marraines, parrains et donateurs réguliers
- **106** projets dans **22** pays

- Agréée par le Ministère de l'Éducation nationale
- Reconnue d'utilité publique



Afrique

FOCUS PROJET : CENTRE DE RESSOURCES POUR LES ENSEIGNANTS - TANZANIE

- Lieu du projet : région de Mwanza
- Durée prévue : 4 ans (2008 à 2011)
- Coût du projet : 224 K€
- Le projet concerne :
 - 89 350 élèves
 - 1 018 enseignants
 - 2 districts

Le projet de Centre de ressources pour enseignants (Teacher Resources Centers, TRC) est développé dans les districts de Magu et Misungwi, en Tanzanie. Dans cette zone rurale, les écoles manquent de moyens pour améliorer la qualité de l'éducation (salles de travail adéquates et électrifiées, accès à internet).

Chaque centre mis en place par Aide et Action International permet à 12 écoles d'accéder à des ressources informatiques, des bibliothèques, des espaces dotés d'électricité solaire pour mener des travaux pratiques. Ces centres sont devenus des points de rencontre entre les enseignants, les élèves, les étudiants, les agents de l'Etat pour faire des recherches ou participer à des travaux. En 2010, Aide et Action International a construit deux nouveaux centres. 21 centres de ressources sont désormais soutenus par l'association.



PAROLE D'ACTEURS

Peter NTALAMKA, adjoint du Chargé de l'éducation dans le district de Misungwi : « Grâce aux livres et aux panneaux solaires mis à disposition par Aide et Action International, les enseignants et les étudiants apprennent dans de meilleures conditions. Personnellement, je suis engagé dans la sensibilisation de la communauté aux côtés d'Aide et Action. »

Amérique latine

FOCUS PROJET : TON AVENIR EST À L'ÉCOLE - RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



- Lieu du projet : Santo Domingo Norte
- Durée prévue : 2 ans (2010 à 2011)
- Coût du projet : 116 K€
- Le projet concerne :
 - 290 enfants
 - 230 parents
 - 49 enseignants

Le projet « Ton avenir est à l'école » vise à prévenir les abandons scolaires. De nombreux enfants sont forcés de contribuer dès leur plus jeune âge à la survie de leur famille. Les filles, notamment, assument très tôt de nombreuses tâches domestiques, comme la garde de leurs frères et sœurs. Aide et Action International, en partenariat avec la Fondation Orange Dominicana, a mis en place un centre pour 60 enfants de 1 à 5 ans. Ils y bénéficient de soins de santé, d'une alimentation équilibrée et d'activités d'éveil éducatif. 75% des enfants accueillis ont des mères âgées de moins de 18 ans. Grâce à ce projet, elles peuvent reprendre leurs études et offrir à leur enfant un avenir meilleur. C'est ainsi que 98 jeunes filles ont pu retourner à l'école. 144 autres devraient prochainement bénéficier du projet.

Asie du Sud

FOCUS PROJET : AUTONOMIE DES FEMMES ET DES FILLES - INDE

- Lieu du projet : Etat du Tamil Nadu (Chennai, Madurai, Trichy, Coimbatore, Salem)
- Durée prévue : 6 ans (2009 à 2014)
- Coût du projet : 23 K€
- Le projet concerne :
 - 75 femmes
 - 5 villes



« Quand j'ai grandi, mes parents étaient si pauvres que je n'ai pas eu d'autres choix que de m'engager dans le commerce sexuel pour nourrir ma famille » explique Banu. Son amie Asha, qui travaille dans le même secteur, affirme que c'est un métier très dangereux. Mais le manque de formation et la marginalisation dont elles sont victimes, les empêchent de changer de métier. Grâce à l'action de plaidoyer et d'influence menée par Aide et Action International auprès du Département d'action sociale du gouvernement du Tamil Nadu, 75 femmes, mères célibataires vivant de la prostitution, ont intégré cinq centres de formation professionnelle Ilead au cours de l'année 2010. Asha et Banu ont pu rejoindre le programme avec l'espoir de pouvoir, enfin, changer de vie.

Des formations ont été proposées dans trois domaines : services informatiques, esthétique et couture. Ces formations ont eu lieu dans les foyers de protection où les femmes ont été relogées par le gouvernement.

PAROLE D'ACTEURS

Lakshmi, esthéticienne professionnelle de Chennai, a hésité avant d'accueillir ces anciennes prostituées en formation. Mais après une première expérience, elle est émue de voir la volonté des candidates : « Le désir d'apprendre était si intense qu'elles apprenaient en cinq jours ce que les autres apprennent normalement en deux mois ! »

Asie du Sud-Est

FOCUS PROJET : ÉDUCATION PARENTALE À KAMPONG CHHNANG - CAMBODGE

- Lieu du projet : province de Kompong Chhnang
- Durée prévue : 3 ans (2009 à 2011)
- Coût du projet : 149 K€
- Le projet concerne :
 - 300 parents
 - 14 écoles
 - 2 districts : Boribor et Tek Phos

Au Cambodge, 37% des enfants de moins de 5 ans sont victimes de retard de croissance. Nombreux sont ceux qui sont également victimes de violences et de maltraitements. Le projet Education Parentale, mené en partenariat avec l'ONG New Humanity, est développé en complément des activités préscolaires existantes dans le district de Boribor. Son objectif : sensibiliser les parents à l'importance du développement global de leurs enfants et de leur éducation au cours de séances de formation, auxquelles participent les parents, les enseignants et les membres de la communauté.



PAROLE D'ACTEURS

Sothea Long, enseignant à l'école maternelle de Svay Kal : « Grâce aux sessions de formation, j'observe un changement de comportement chez les parents : ils font plus attention aux soins et à l'éducation qu'ils dispensent à leurs enfants. Comme les parents, j'ai beaucoup appris lors de ces séances : je comprends mieux l'importance de la petite enfance dans l'éducation en maternelle. »



Avec ses 48 salariés et 400 bénévoles qui œuvrent pour la cause de l'éducation, Aide et Action France est engagée dans trois axes stratégiques :

- Sensibiliser les publics français aux enjeux de la solidarité internationale par l'éducation au développement et à la citoyenneté mondiale. Ces actions sont déployées notamment dans les écoles avec des dispositifs comme Mon Défi pour l'Education, par des équipes bénévoles dans des actions locales, et s'incarnent également dans citoyendemain.net, un centre de ressource numérique sur l'éducation citoyenne.

- Appuyer les actions internationales en déployant un important dispositif de mobilisation et de collecte. Le lien de solidarité du parrainage est un principe fondateur d'Aide et Action pour le financement de plus de 100 projets dans les 22 pays d'intervention.

Ces deux premiers axes s'incarnent dans le projet Semi-marathon, renouvelé en 2011.

En 2010, le succès fut au rendez-vous, avec cent coureurs solidaires pour environ 12 000 euros de collecte.

- Favoriser l'accès à une éducation de qualité pour tous, en luttant contre l'exclusion éducative. En France, c'est dans le Val d'Oise qu'est mis en œuvre un appui aux projets d'écoles et des formations.

PAROLE D'ACTEURS

François, comptable et coureur pour Aide et Action : « Je cours pour Aide et Action parce que je trouve que l'éducation est une noble cause. C'est très important, notamment dans les pays qui n'ont pas les moyens de s'en sortir. L'éducation, c'est quand-même la base du développement, de la connaissance... de tout ! Et, en même temps, c'est un défi physique, personnel. Cela permet aussi de courir avec plusieurs personnes : ça stimule ! »

FOCUS PROJET : L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS D'ÉCOLE DANS LE VAL D'OISE - FRANCE

- Lieu du projet : Département du Val d'Oise
- Durée prévue : 3 ans (2009 à 2011)
- Coût du projet : 259 000 €
- Le projet concerne :
 - 1 000 élèves
 - 80 enseignants
 - 6 écoles

« Le magazine 100% junior a fédéré tous les élèves autour d'un objectif commun et leur a permis de construire quelque chose ensemble. L'ambiance de l'école s'est améliorée, les conflits et les violences se sont apaisés » affirme Lucie Bennisr, institutrice en CE2 à l'école Jean-Jaurès de Villiers-le-Bel (95). Comme l'ensemble des enseignants et du personnel éducatif, elle a été conquise par le 100% Junior, un projet de magazine qui s'inscrit dans le cadre de leur projet d'école. En 2010, le partenariat avec l'école Jean-Jaurès a été reconduit pour la deuxième année consécutive. Les enfants ont été invités à passer une journée au siège d'Aide et Action France afin de rencontrer les personnes qui font l'association et de participer à des ateliers. Outre la presse (Le Monde de l'éducation, 20 minutes...), le projet Magazine 100% junior a attiré l'attention de professionnels de l'éducation. Il a été récompensé lors de l'édition 2010 du Forum des enseignants innovants à Dax.



Ressources financières

En 2010, la collecte des ressources pour une éducation de qualité pour tous a mobilisé l'ensemble de l'association. L'année a débuté par un formidable élan de solidarité internationale suite au séisme du 12 janvier 2010 en Haïti. Aide et Action a décidé d'utiliser une partie de ses fonds propres (près de 400K€), en complément des fonds collectés, pour y mettre en œuvre des projets d'urgence et post-urgence. Pour qu'Aide et Action Suisse participe pleinement à l'essor de la collecte en Europe, le Conseil d'Administration d'Aide et Action France a décidé de ne pas demander le remboursement du prêt de 800K€ octroyé en 2004. Une décision cohérente avec le fonctionnement par subventions des autres régions. Cette charge exceptionnelle sera financée par la partie des réserves ne provenant pas de la générosité du public. Cette année, nous avons également renforcé nos partenariats avec les Etats sur le plan financier : en Asie du Sud-est avec des financements des Etats fédéraux ou en Afrique de l'Ouest avec des partenariats transnationaux. Enfin est né en Inde le parrainage local, qui participe au double mouvement d'internationalisation et d'autonomisation des Régions d'Aide et Action. Nous vous présentons ici le bilan de cette année de collecte.

Emploi des ressources

En 2010, les dépenses d'Aide et Action atteignent 25,2M€, en baisse de 11% par rapport à 2009. Nos actions liées à notre mission sociale s'élèvent à 19,3 M€ millions, soit 76,8% de nos dépenses totales¹. Celles-ci ont été financées par la collecte enregistrée en 2010 et grâce à l'utilisation des fonds collectés les années précédentes mais non encore utilisés.

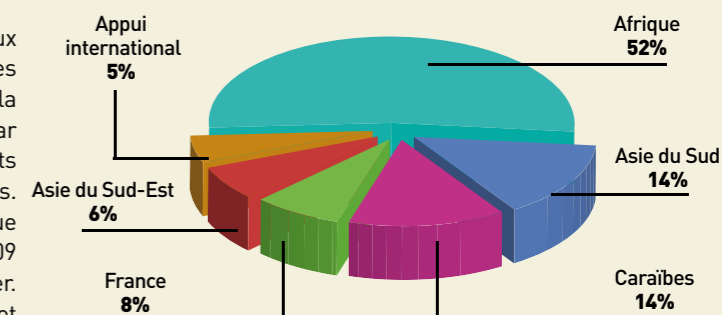
EMPLOIS	Emplois de 2010 - compte de résultat (1)
1- MISSIONS SOCIALES	19 335 463
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	2 600 343
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	3 244 241
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	25 180 047
II - DOTATION AUX PROVISIONS	380 424
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	2 732 983
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	0
V - TOTAL GENERAL	28 293 453

RATIOS D'EMPLOIS	
Missions Sociales	76,8%
Frais de Collecte	10,3%
Frais de fonctionnement et autres charges dont	12,9%
Frais d'information et de communication	1,9%
Frais de gestion	6,6%
Autres frais divers de fonctionnement	4,4%
TOTAL	100%

Afin de refléter fidèlement l'affectation des dépenses effectuées, les ratios sont calculés sur la base du total des fonds utilisés (hors fonds dédiés et provisions), conformément à l'arrêté du 11/12/2008 portant homologation du règlement du CRC sur le compte d'emploi des ressources (CER).

MISSIONS SOCIALES : VENTILATION PAR RÉGION

La part des emplois de l'exercice consacrée aux missions sociales s'élève à 76,8% des dépenses engagées dans l'année. 19,3M€ ont été alloués à la conduite de notre mission sociale. La baisse de 2010 par rapport à 2009 s'explique par la fin de certains projets en Afrique financés par sur fonds institutionnels. On observe donc une baisse des emplois en Afrique (-29,9%). Ils avaient fortement augmenté en 2009 avec deux grands projets à Madagascar et au Niger. On note une forte progression en Amérique Latine et Caraïbes (+23,5%) et en Asie du Sud (+19,6%).



¹ Hors charges exceptionnelles liées à la décision concernant le prêt suisse, ce ratio s'élève à 79,3%.

Origine des ressources

Le montant des ressources en 2010 s'élève à 23,2M€, dont 69% (64% en 2009) proviennent de la collecte auprès du public. La baisse des ressources est principalement due à la fin de grandes conventions avec des bailleurs institutionnels, la collecte auprès du public enregistrant une hausse modérée de 1,5%, principalement grâce aux dons collectés pour Haïti.

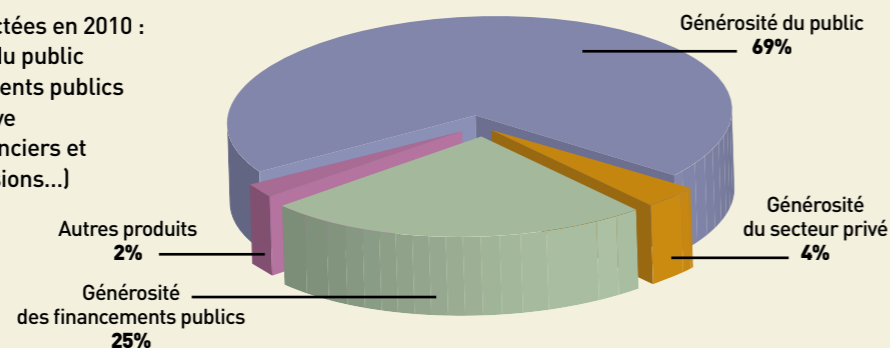
RESSOURCES	Ressources collectées sur 2010 = compte de résultat (2)
1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	16 010 700
2- AUTRES FONDS PRIVES	821 318
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 822 895
4- AUTRES PRODUITS	538 686
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	23 193 600
II - REPRISE DES PROVISIONS	566 024
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS	3 018 022
IV - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	1 515 807
V - TOTAL GENERAL	28 293 453

Au total, les ressources de l'association (hors ressources affectées et non encore utilisées) diminuent de 5,7%, passant de 24 586K€ en 2009 à 23 194K€ en 2010. Celles issues de la générosité du public (parrainage et autres dons privés) sont en légère hausse (16 011K€ contre 15 777K€ en 2009). Elles représentent 69% des ressources de l'association contre 64% en 2009. Les partenariats d'entreprises sont en progression à 821K€ contre 655K€ en 2009. Ils représentent 3,5% des ressources contre 2,7% en 2009. Les financements institutionnels ont connu une forte baisse en 2010 par rapport à 2009. Ils s'élèvent à 5 823K€ contre 7 489K€ en 2009, ce qui représente 25,1% des ressources (30,5% en 2009). Les autres produits sont en baisse de 18,9%, passant de 665K€ à 539K€ en 2010.

ORIGINE DES RESSOURCES

Sur 100 euros de ressources collectées en 2010 :

- 69 proviennent de la générosité du public
- 25 de la générosité des financements publics
- 4 de la générosité du secteur privé
- 2 d'autres produits (produits financiers et exceptionnels, reprises de provisions...)



COLLECTE AUPRES DU GRAND PUBLIC

En Europe

La stratégie de développement des ressources auprès du grand public se poursuit par la mobilisation de nouveaux parrainages.

Cette collecte est portée par différentes opérations de marketing direct telles que la collecte de rue ou des opérations de mailing. Le contexte économique dans le monde et en Europe rend plus difficile ces opérations de mobilisation du grand public en augmentant les coûts de recrutement des nouveaux parrains et fragilisant la situation de certains d'entre eux contraints d'abandonner cette relation solidaire. En France, les ressources liées aux donateurs ponctuels sont en forte progression : + 15%, du fait des appels à dons et actions « urgence Haïti » d'une part et d'autre part du fait d'événements comme le semi-marathon de Paris qui permettent de collecter des fonds mais également de sensibiliser un public toujours plus large à la cause de l'éducation.

Autres expériences dans le monde

Les efforts de collecte entrepris depuis plusieurs années pour développer la mobilisation des ressources dans toutes les régions d'intervention d'Aide et Action, ont continué à porter leurs fruits en 2010 avec des résultats encourageants dans les régions, en particulier l'Asie du Sud Est et l'Asie du Sud.

COLLECTE DE GRANDS DONNÉS (PARTICULIERS, ENTREPRISES ET FONDATIONS)

Le travail auprès des entreprises et fondations s'est poursuivi en France et en Suisse mais également dans les régions d'intervention. Notamment, 2010 a vu la mobilisation de partenaires financiers de la République dominicaine qui se sont mobilisés pour aider leurs voisins haïtiens.

FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

Les bailleurs institutionnels ont été encore très présents en 2010 pour soutenir des projets d'envergure menés par Aide et Action dans ses différents territoires d'intervention. Les financements institutionnels ont toutefois connu une baisse de 22,3% par rapport à 2009 du fait notamment de la fin de conventions importantes.

Compte d'emplois des ressources Aide et Action 2010

EMPLOIS	Emplois de 2010 = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public, utilisées en 2010 (3)	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2010 = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2010 (4)
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		4 658 900
1- MISSIONS SOCIALES	19 335 463	12 520 061	1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	16 010 700	16 010 700
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	2 600 343	2 567 134	2- AUTRES FONDS PRIVES	821 318	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	3 244 241	1 810 367	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 822 895	
			4- AUTRES PRODUITS	538 686	
I-TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	25 180 047		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	23 193 600	
II - DOTATION AUX PROVISIONS	380 424		II - REPRISE DES PROVISIONS	566 024	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	2 732 893		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS	3 018 022	
			IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		104 351
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	1 515 807	
V - TOTAL GENERAL	28 293 453		VI - TOTAL GENERAL	28 293 453	16 115 051
V - part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		731 905			
VI - neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		112 761			
VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	17 516 706		VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		17 516 705
			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice		3 257 246



UTILISATION DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC :

En 2010, 100% des fonds issus de la générosité du public (16 011 K€) ont été dépensés. Ils ont été complétés par une utilisation des ressources collectées auprès du public les années précédentes (1 506 K€) afin d'assurer le financement de l'ensemble de l'activité de l'année. Ces ressources (17 517 K€) ont donc financé 69,6% des emplois, et ce à hauteur de 12 520 K€ pour la mission sociale, de 2 567 K€ pour les frais de recherche de fonds, de 1 810 K€ des frais de fonctionnement et 620 K€ des immobilisations de l'exercice.

Bilan au 31 décembre 2010

	2010				2009 Net	PASSIF	2010	2009
	Brut	Amort.	Prov.	Net				
ACTIF								
Immobilisations incorporelles	788 989	436 786	352 203	10 513		8 055 543	8 866 724	
Logiciels informatiques	447 964	436 786	11 178	10 513				
Immobilisation incorporelle en-cours	341 025	0	341 025	0				
Immobilisations corporelles	6 574 488	4 286 787	2 287 702	2 219 850				
Terrain	609 796	0	609 796	609 796				
Construction	1 405 633	377 232	1 028 401	1 056 495				
Construction sur sol d'autrui	172 783	149 380	23 403	32 378				
Installations, agencements	559 942	409 006	150 936	152 411				
Matériel de transport	2 048 017	1 769 315	278 702	217 046				
Matériel et mobilier de bureau	790 738	700 859	89 879	87 769				
Matériel informatique	913 635	827 452	86 183	63 311		457 522	616 490	
Matériel et outillage	47 416	47 318	98	282		560 469	673 354	
Immobilisation corporelle en cours	20 197	0	20 197	0				
Avance et acompte sur immobilisations corporelles	0	0	0	0				
Autres immobilisations	6 331	6 225	106	361				
Immobilisations financières	190 393	2 798	187 595	1 024 161		4 239 019	4 524 059	
Prêt au personnel	14 281	0	14 281	20 648		5 257 010	5 813 903	
Prêt Suisse	0	0	0	815 000				
Dépôts et cautionnements	64 252	2 798	61 454	83 941		0	0	
Prêts et autres	111 860	0	111 860	104 572		2 477 999	2 528 176	
Total I	7 553 870	4 726 371	2 827 499	3 254 523				
ACTIF CIRCULANT								
Stocks et en-cours	129 674	55 532	74 142	113 004				
Avances et acomptes versés sur commandes	55 758	0	55 758	139 749				
Autres créances	1 713 636	231 245	1 482 391	1 346 552				
Valeurs mobilières de placement	3 976 581	176 611	3 799 970	5 753 336				
Disponibilités	2 417 186	0	2 417 186	2 893 794				
Financements institutionnels	6 951 851	0	6 951 851	7 495 582				
Produit à recevoir	163 988	18 318	145 669	4 603				
Charges constatées d'avance	1 095 517	0	1 095 517	1 091 844				
Total II	16 504 191	481 706	16 022 485	18 838 463		7 506 287	8 834 495	
ACTIF CIRCULANT								
DETTES								
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits								
Dettes fournisseurs et comptes rattachés						2 477 999	2 528 176	
Autres dettes						652 523	77 477	
Dettes fiscales et sociales						988 576	979 072	
Produits constatés d'avance						3 387 189	5 249 770	
Total III						7 506 287	8 834 495	
Compte de régularisation								
Ecart de conversion actif (III)	560 469	0	560 469	673 354		107 420	62 399	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	24 618 530	5 208 077	19 410 453	22 766 340		19 410 453	22 766 340	
Compte de régularisation								
Ecart de conversion passif (IV)								
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)								

* En 2009 il a été décidé de ne plus faire de distinction entre fonds de développement et fonds d'aide d'urgence

POLITIQUE DE RÉSERVES

L'association a constitué, au fil des années, des réserves en fonds associatifs pour lui permettre de garantir la continuité de sa mission sociale. Ces fonds associatifs constituent un socle financier pour faire face à une baisse imprévue de la collecte issue du public et assurer ses engagements en cas de dissolution de l'association (4 mois de masse salariale notamment). Un plancher de réserves est ainsi calculé chaque année en fonction de l'activité. Par ailleurs et dans des situations exceptionnelles (liées par exemple à des catastrophes naturelles), le Conseil d'Administration peut décider de débloquer une partie de ces fonds associatifs. Le niveau des capitaux propres peut alors temporairement passer en dessous de ce plancher, et un plan de reconstitution est alors défini par le Conseil d'Administration.

CERTIFICATION DES COMPTES

Nos comptes ont été certifiés par le Cabinet Ernst & Young et Autres, membre de l'organisation internationale Ernst & Young. A cette fin, le Cabinet Ernst & Young et Autres est intervenu en France pour la révision de l'intégration de l'ensemble des comptes de l'association aux comptes français. Les comptes en régions ont également été révisés par les différents membres de l'organisation internationale Ernst & Young ainsi que par le cabinet Judex Avignon en Amérique latine et Caraïbes et le Cabinet Mpanzana à Madagascar.

Aide et Action est agréée par le Comité de la Charte du don en confiance, un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. (www.comitecharte.org)